

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 30 novembre 2023

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**EPC FRANCE**

4, rue Saint-Martin

13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : STE-BARBE\_EPC-FRANCE\_2023-11-27\_RAPVI\_CPE\_25699

Code AIOT : 0006201797

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 novembre 2023 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Dépôt de Cheuby 11, rue de Libaville 57640 Sainte-Barbe. L'inspection a été annoncée le 20 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "Suivi du REX accident/incident Seveso haut" visant à contrôler la mise en œuvre et l'application du système de gestion de la sécurité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- Dépôt de Cheuby 11, rue de Libaville 57640 Sainte-Barbe
- code AIOT : 0006201797
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : non

La société EPC France anciennement Nitro-BickFord est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les capacités
- la gestion des déchets
- la gestion des incidents/accidents
- le système de gestion de la sécurité (SGS)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantités stockées	Arrêté préfectoral du 09/06/2000, article 2	Sans objet
2	Gestion des déchets	Arrêté préfectoral du 09/06/2000, article 63 partiel	Sans objet
3	Gestion des incidents/accidents	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
4	Gestion des incidents/accidents	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I – 6 partiel	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Gestion des incidents/accidents	Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7 partiel	Sans objet
6	Gestion des incidents/accidents/presque accidents	Code de l'environnement du 20/10/2023, article R512-69 partiel	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant a mis en place les procédures relatives au suivi du retour d'expérience (REX) accident/incident Seveso haut. Ces procédures sont intégrées au système de gestion de la sécurité (SGS) et n'appellent pas d'observations particulières.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 09/06/2000, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantités stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 est modifié par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-59 du 21 mars 2016 comme suit : tableau non reproduit (données confidentielles)
<b>Constats :</b> Vu l'état des stocks de l'exploitant, l'inspection a constaté que les capacités maximales autorisées étaient respectées le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

N° 2 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 09/06/2000, article 63 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. Toutes les dispositions sont prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits. [...] L'exploitant est en mesure de justifier de l'élimination de tout déchet sur demande de l'inspection des installations classées. [...] Tout brûlage à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> Les déchets assimilés à ceux des ménages (ordures ménagères et emballages recyclables issus du personnel) sont évacués par le service de collecte des déchets ménagers. Les déchets liés à l'activité professionnelle (cartons bruns, films plastiques, colliers plastiques, etc.) mais non souillés par des produits pyrotechniques sont évacués dans le cadre d'un marché passé avec une société spécialisée. Vu le devis validé le 2 novembre 2023. Les produits périmés (date limite d'utilisation dépassée) et/ou non conformes sont identifiés et mis

à l'écart pour être évacués vers des sites dédiés. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

#### N° 3 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, existence d'un SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I du présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS). À la demande de l'inspection, il a présenté notamment la procédure "Gestion des REX et RI (Retour d'expérience et remontée d'information)" référencée PRO-15 en version v02a.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

#### N° 4 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article annexe I – 6 partiel
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, mode de recensement des événements et mode de filtre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention. [...]
<b>Constats :</b> Vu la procédure de gestion du retour d'expérience (REX) et remontée d'information (RI) réf PRO-15 v02a : logigramme en page 2. Vu par sondage une fiche RI du 2 novembre 2022. Sans observations de la part de l'inspection. Cf constats détaillés en PJ confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 5 : Gestion des incidents/accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 7 partiel
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, suivi des défaillances de mesures de maîtrise de risques (MMR)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. Mesures de maîtrise des risques</p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p> <p>À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers, le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi des défaillances et anomalies des MMR ne fait pas l'objet d'une procédure formalisée de suivi. Les MMR ne sont pas liées à des instruments mais des mesures constructives ou de limite de capacité. Elles sont donc très rarement concernées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 6 : Gestion des incidents/accidents/presque accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/10/2023, article R512-69 partiel
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, déclaration et analyse des causes des événements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le site, l'exploitant n'a pas eu d'accident/incident au cours des 3 dernières années.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté deux remontées d'information (RI).</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place depuis cette année trois types de priorités :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- à traiter dans les 3 mois,</li> <li>2- à faire dans l'année,</li> <li>3- à la prochaine maintenance.</li> </ol>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite